

Bataille des retraites

OÙ EN EST-ON ? COMMENT AVANCER ?

L'argent existe pour les retraites !

- **Supprimer les exonérations de cotisations patronales : + 26 milliards d'€**
Cela permettrait aussi de combattre la politique de bas salaires qui handicape la consommation et donc la croissance.
- **Faire cotiser les revenus financiers des entreprises au même taux que les salaires : + 10 milliards d'€**
Cela rendrait moins juteux les placements spéculatifs et contribuerait ainsi à réorienter les investissements vers l'emploi.
- **Faire cotiser les stocks-options et les parachutes dorés versés aux PDG des grandes sociétés : + 7 milliards d'€**
C'est la proposition de la Cour des Comptes qui constate que ces revenus liés au travail devraient être mis à contribution.

DU FRIC
POUR NOS RETRAITES,

PCF Section RATP

PAS POUR
LA BOURSE !

**Parti
Communiste
Français**

**Section de la
RATP**

120, rue Lafayette
75010 PARIS
www.section-ratp.pcf.fr

Des « négos » qui n'avancent pas, un gouvernement qui ne veut rien lâcher : pourquoi ?

Parce que **ce qui est en jeu va bien au-delà d'une simple réforme**. F. Fillon l'a confirmé : La liquidation programmée des régimes spéciaux et l'allongement à 40 ans sous couvert d'équité n'ont pour objet que de préparer **de nouvelles attaques contre le système des retraites** et le passage à 41, puis 42 annuités pour tous. Le calcul : inciter les salariés à se tourner vers les systèmes de retraite par capitalisation et les assurances privées.

Mais au-delà du dossier des retraites, **c'est bien tout le modèle social français qui est visé** par le gouvernement et le MEDEF. Leur idéal ? Une société à l'américaine pilotée par la loi du « chacun pour soi » et impitoyable pour les plus démunis.

Chaque réforme voulue et conduite par la Droite s'inscrit dans cet objectif. Ce qui se joue derrière chaque lutte sociale aujourd'hui, c'est le visage de la France de demain et d'après-demain. **L'enjeu est donc énorme**, à la fois pour les milliardaires du CAC40 et leurs amis Sarkozy et Fillon, comme à l'autre bout pour ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre.

Alors, la grève, ça ne sert à rien ?

C'est ce qu'aimeraient nous faire croire Sarkozy, les médias à son service et tous ceux qui se sont fixés comme objectif de casser aujourd'hui les régimes spéciaux pour mieux s'attaquer demain à l'ensemble du système de retraites.

Chercher à décourager ceux qui luttent, chez ces gens-là, c'est un réflexe presque naturel. Alors mieux vaut regarder par nous-mêmes ce qu'il en est.

En réalité, le mouvement a déjà changé la donne :

- Alors que le pouvoir voulait sortir dès octobre le décret de liquidation des régimes spéciaux, **la grève lui a imposé la négociation**.
- Cette négociation **implique l'Etat**, condition indispensable pour parler argent et donc créer les conditions d'une préservation du niveau de pension des personnels.
- Si le gouvernement n'a pas renoncé à ses projets (et c'est pour ça que les négociations sont difficiles), **il est en grandes difficultés** : la lutte sur les régimes spéciaux a préparé le terrain pour de nouvelles mobilisations en 2008 quand il voudra passer à 41 annuités pour tout le monde.
- Et surtout, l'action à la RATP, à la SNCF et à EDF-GDF **a permis au mouvement social dans son ensemble de relever la tête**. Agents de la Fonction Publique et du secteur privé pour leur salaires ; étudiants et lycéens contre la privatisation des universités ; magistrats contre la fermeture des tribunaux : tous se sont mobilisés dans la foulée de notre action pour les régimes spéciaux. L'état de grâce de Sarkozy est terminé et il ne peut plus faire passer ses projets sans résistance.

L'Europe et l'enjeu des retraites

Il n'y a pas qu'en France que la lutte s'est engagée sur les retraites. En Allemagne, en Italie, en Grande-Bretagne, en Grèce, au Portugal, en Hongrie, les salariés sont confrontés à des projets similaires et se mobilisent. C'est que le recul de l'âge de départ en retraite est une orientation européenne décidée dans le fameux « Agenda de Lisbonne ».

Les Français ont rejeté en 2005 cette Europe libérale fondée sur les reculs sociaux et la concurrence entre les salariés et uniquement tournée vers les besoins des multinationales. Or, voici que **N. Sarkozy veut nous imposer un nouveau traité** faussement qualifié de « simplifié ». Giscard lui-même, auteur du défunt traité constitutionnel, l'a dit : *La forme a changé, mais on y retrouve toute la substance du texte de 2005.*

Les Français doivent pouvoir donner leur avis ! Imposons le référendum à Sarkozy. Signez la pétition auprès des communistes ou sur le site : www.traite-europeen.eu

Qu'est-ce qui manque pour gagner sur nos revendications ?

Toute la stratégie du pouvoir, c'est de **diviser et d'opposer les salariés** pour faire passer ses réformes. Les agents des Services Publics ont été et sont ainsi présentés comme des privilégiés qui coûtent cher à la Nation. Or, personnels du privé comme du public, étudiants, retraités, nous sommes **tous confrontés à la même politique cohérente** et avons donc des intérêts communs.

L'élargissement de la mobilisation au-delà des seuls agents des entreprises publiques, **la convergence des mouvements** sont donc indispensables.

Sur qui les agents peuvent-ils compter ?

Dans toute lutte se pose la question du rapport des forces. Or, un facteur essentiel pèse lourd : c'est **la situation politique à Gauche qui handicape sérieusement les mobilisations sociales** :

- Le PS est en effet d'accord pour en finir avec les régimes spéciaux et ne critique le gouvernement que sur la méthode. C'est la conséquence logique de son ralliement aux thèses libérales qu'on voit se manifester aussi sur d'autres sujets importants (comme le traité européen).
- Et du côté de la LCR et de LO, on s'agite beaucoup, mais sans rien proposer pour en finir avec Sarkozy.

Pourtant, **les salariés ont besoin pour se défendre d'une vraie Gauche qui s'unisse** pour s'opposer clairement aux projets de régression sociale et pour présenter une vraie alternative au pouvoir actuel et à sa politique.

C'est cela l'objectif du combat des communistes. Mais chacun peut aujourd'hui le mesurer : l'affaiblissement électoral du PCF a coûté cher au monde du travail. Oui, retrouver une Gauche de combat en France passe par **un Parti communiste plus fort et plus influent.**

Le PCF : un outil à disposition des salariés

Impulser des luttes de résistance, préparer les changements de demain, cela ne s'improvise pas : il faut pour cela **s'organiser.**

Le Parti Communiste, avec à la RATP sa section d'entreprise, est l'outil à la disposition des salariés pour cela. N'est-ce pas le bon moment pour, vous aussi, y prendre votre part ?

Pourquoi **adhérer au PCF** aujourd'hui ?

- Parce que les élections et la situation montrent que, quand le PCF est affaibli, la Gauche n'est plus elle-même et c'est la Droite dure qui gagne.
- Parce que le MEDEF contrôle tout (l'économie, les médias, le gouvernement) ; ceux qui n'ont rien doivent aussi s'organiser pour lui faire face.

Alors pourquoi pas vous ?

O Je décide d'adhérer au Parti Communiste Français

O Je souhaite prendre contact avec les communistes

NOM ET PRENOM :

COORDONNEES :

Bulletin à remettre à un communiste ou à renvoyer à : **PCF Section RATP 120, rue Lafayette 75010 PARIS**